

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE **WORKERS INTERNATIONAL**
(POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N°25

Juillet -- Aout

luttledesclasses@live.fr

Chère lectrice, cher lecteur,

Nous vous informons que désormais la parution de notre journal *Lutte des Classes* sera moins régulière pour permettre la publication d'articles de fond, plus longs et plus approfondis. Nous vous informons également que cette évolution a nécessité une modification de la présentation de notre journal.

La Rédaction

Le coup de tonnerre des élections européennes

Les résultats surprenants de ces élections obligent impérativement toutes les organisations politiques à une réévaluation globale de la situation, et surtout de leur propre politique.

Faillite complète de l'Europe bourgeoise

Indiscutablement, deux faits pleins de sens révélateur ont caractérisé ces élections dans leur ensemble et dans tous les pays en y imprimant leur marque indélébile.

- Le premier, et sans doute le plus important, est la proportion particulièrement élevée de l'abstention (en **France** elle côtoie les 60 % !) qui, en plus, c'est concentrée dans les agglomérations ouvrières et populaires. À signaler qu'elle était nettement plus élevée dans les pays de l'Europe de l'Est (au-dessus de 70 % dans la grande majorité des pays, et dépassant même les 80 % en **Slovaquie** et **Tchéquie**) indiquant clairement leur position secondaire dans « l'unité » européenne.
- Le deuxième fait indique *partout* une poussée sans précédent des oppositions fascistes ou semi-fascistes de l'extrême-droite qui, dans certains pays (France, Grande-Bretagne et Danemark) ont obtenu la majorité des votes !

La principale conclusion évidente est que l'immense majorité des Européens, indépendamment de toute autre considération, tourne le dos à ce monstrueux échafaudage bourgeois qui s'appelle « *Union Européenne* » et la rejette définitivement. Cette conclusion majeure ne peut être contestée ou même mise en doute par une référence à la diversité manifeste aussi bien par ceux qui se sont abstenus que ceux qui votaient extrême-droite. Même si ces motivations variées – hélas assez souvent réactionnaire, rétrogrades et arriérées – ont leur importance cruciale.

Remarquons cependant qu'un grand nombre des votants pour l'extrême-droite exprimait probablement une protestation contre cette Europe-là, plutôt qu'une adhésion à l'idéologie fasciste. De toute façon, ces résultats ont exprimé le verdict sans appel de l'ensemble des Européens : ils sont résolument contre la pseudo-Europe de la bourgeoisie qu'ils rejettent massivement et ne veulent plus y adhérer.

Entêtement vicieux et criminel des responsables bourgeois

Le soir du 25 mai, les chaînes de la télévision française ont programmé la présentation des résultats électoraux et leur interprétation par les représentants de plusieurs partis politiques. Cette soirée rendait possible d'apprécier la réaction immédiate des résultats électoraux d'un large éventail des principaux partis politiques du pays. Des responsables conservateurs et social démocrates de l'Europe-avorton officiel jusqu'aux ceux de l'opposition du Front de Gauche, en passant par les dirigeants du Front National, puis à ceux des partis intermédiaires. Ces échanges de vue ont amplement démontré qu'*aucun* représentant de cette Europe bancale bourgeoise n'ont littéralement rien compris du message pourtant clairement indiqué par les électeurs. Personne parmi les dirigeants social démocrates ou de leurs partenaires-oppositionnels bourgeois traditionnels, ni des courants subalternes qui gravitent autour d'eux, en a saisi sa signification. Et ce n'était une surprise que pour les naïfs incorrigibles qui persistent à les prendre au sérieux.

Les plus réactionnaires écervelés des dirigeants de l'UMP, Copé en tête, ne retenaient de ces élections que l'avance de leur parti aux dépens du PS de Hollande. Ils ne tempéraient leur autosatisfaction exubérante que par leur regret de voir passer le Front National devant eux. Malgré leur aveu résigné que le délabré rafioteur européen venait de sombrer, aucune pensée ne les effleurait pour désigner les véritables causes de ce naufrage. Ni, d'ailleurs, la moindre volonté pour le faire. Très simplement, Copé accusait la politique de Hollande, comme la raison de cet échec, visiblement sans se rendre compte qu'ils sont assis ensemble tous les deux sur le même rafioteur européen. Comment auraient-ils pu voir dans ces conditions que leur coquille de noix européenne a coulé à cause de sa construction vicieuse originelle et non pas suite de l'erreur du capitaine. (Même si l'incompétence de ce dernier accentuait les défauts de fabrication.) Par conséquent, ils ont manifesté la même incompréhension devant l'énorme progression continentale de l'extrême-droite dans laquelle ils ne voyaient qu'un banal accident passager.

Le porte-parole d'une autre aile de L'UMP qui passe pour être plus réfléchi et plus modéré, **Alain Juppé** restait pourtant, lui aussi, dans cet horizon rétréci d'un parlementarisme bon-marché. Mais tel un politicien à peine plus sérieux, que son simpliste collègue **Copé**, il n'a pas tardé à esquisser une ligne politique afin de pouvoir vaincre le F.N. Il improvisait un rapide calcul arithmétique en ajoutant les 10 % des votes gagnés par les partis bourgeois du centre aux 20-21 % des votes obtenus par l'UMP, et annonçait triomphalement que les votes au-dessus de 30 % ainsi cumulés dépassent largement les 25 % du Front National. Il n'y aurait donc rien d'autre à faire qu'effectuer cette manœuvre d'associer l'UMP et les partis du centre. Voilà comment il transformait un problème politique épineux et sérieux en une simple manœuvre parlementaire.

Quant à ces partis bourgeois du «centre», tout récemment agglutinés, ils ont gagné la 4^{ème} place juste devant les écologistes, suivis à la 6^{ème} place par le Front de Gauche. Ils ont donc bruyamment manifesté leur satisfaction débordante et n'ont pas manqué de souligner dans leurs congratulations enthousiastes que c'est leur politique totalement européenne mais critique qui constitue l'issue de l'échec actuel.

En effet, tout ce beau monde a dû reconnaître l'échec retentissant de la politique européenne en cours. Ils ne pouvaient pas faire autrement, et même les grands mots comme défaut, ébranlement, chaos ne manquaient pas. Ils étaient vraiment secoués. Or fort curieusement, mais tout à fait conformément à la nature de leur politique bourgeoise engagée, tous ensemble ils n'en voyaient pas la cause dans le caractère destructif de cette Europe bourgeoise. Ils n'apercevaient absolument pas que c'était justement cette Europe qui a été répudiée.

Si, en général, tous ont plus ou moins accusé le gouvernement et personnellement Hollande, sauf bien entendu les représentants présents du PS – et des Verts ! – chacun faisait aussi son autocritique. Mais n'exagérons rien. À l'opposé d'une attente normale – mais crédule et enfantine – aucun de ces politiciens et journalistes ne s'est excusé pour avoir appliqué la politique européenne que les électeurs ont massivement rejetée. Bien au contraire, non seulement ils ont réaffirmé leur attachement précisément à cette politique mais l'un après l'autre se frappait la poitrine à cause de l'insuffisance d'explications (!) qui aurait motivé l'échec électoral de leur Europe bourgeoise. Alors qu'en réalité cette Europe a été si bien expliquée à la fois par une propagande omniprésente, agressive et par une pratique destructive éloquente. Et c'est pour ces raisons que les électeurs ont rejetés cette EUROPE-là justement parce qu'ils la connaissent que trop bien !

Une perversion partagée par les dirigeants du PS

Un tel aveuglement collectif de toute cette armada de politiciens et de journalistes venus pour discuter de l'échec cuisant de leur Europe est proprement hallucinant. Il donne une image répulsive saisissante de ce qu'on appelle « l'élite » de ce système qui, à elle seule, incarne la nature décadente de celui-ci.

Ce système préfigure – s'il continue son existence misérable – un futur proche plein d'incertitudes menaçantes, de convulsions et de souffrances ainsi que de chocs répétés.

Pourtant, c'est le même déni de réalité qui a été promptement choisi par le gouvernement. Les téléspectateurs ont dû subir ainsi la déclaration surréaliste du premier ministre **Valls** qui, manifestement comotionné par le choc, affirmait que les mesures prises depuis quelques temps vont exactement dans le sens que les électeurs réclamaient. À vrai dire, il ne pouvait que confirmer cette cécité absurde afin de justifier leur pouvoir à n'importe quel prix. Mais cette déformation téméraire et impertinente de la vérité se trouvait non seulement en contradiction flagrante avec les faits, mais surtout elle détonnait singulièrement aussi avec l'aspect hagard et bouleversé du premier ministre, avec son ton lugubre et hébété qui contrastaient étrangement avec la fausse jovialité qu'il affiche parfois dans sa nouvelle fonction. Apparemment, il avait perdu tous ses moyens sous l'impact rude du séisme.

À noter toute de suite que dès le lendemain **Hollande** lui-même confirmait sans rougir, raide et obstiné, la poursuite de leur politique criminelle qu'il identifiait, y compris leur « pacte de responsabilité » au soutien financier massif du capital, - avec le souhait exprimé des électeurs ! Cette impudente arrogance surpassait, et de loin, l'effronterie insolente de Valls en ce que le cynisme calme et exercé d'un vieux routier de falsification politique supplantait l'ébranlement de son premier ministre paniqué.

Ensemble, ils attribuaient le rejet général de l'Europe bourgeoise – exactement comme tous leurs pseudo-opposants ! - à la faiblesse et à l'insuffisance de la propagande qu'ils ont dirigée pour expliquer leur conception et pratique européennes. Ce travestissement brutal de la vérité annonce une dégradation rapide des conditions de vie déjà lourdes des travailleurs et prélude à des chocs encore plus durs.

L'absence d'une politique ouvrière explique l'avance de tous les autres

Ces élections se sont particulièrement distinguées par l'absence frappante d'authentiques partis ouvriers, représentant d'une politique ouvrière européenne. Plus exactement, *aucune* des organisations politiques variées qui luttent effectivement contre la politique européenne bourgeoise - et c'est leur qualité indéniable ! - n'arrive à se débarrasser de deux défauts majeurs qui marquent leur dépendance à la bourgeoisie.

D'une part, elles ne dépassent pas le niveau très restreint d'une simple *critique de* la politique bourgeoise européenne. Toutes restent incapables d'ouvrir la perspective concrète d'une Europe ouvrière radicalement opposée à la fabrication bourgeoise de l'Europe. D'autre part, liée à cette position négative, chacune d'elle développe sa critique européenne en se cantonnant dans ses propres cadres strictement nationaux, à part quelques vagues liaisons de solidarité plutôt sentimentale et d'ordre affectif, ponctuées parfois de rassemblements et de résolutions hérités du passé.

En somme et d'une manière générale, toutes ces organisations sont ainsi captives du système capitaliste donné et en subissent la pression. Elles sont encore largement influencées, sur ce point aussi, par l'idéologie toujours très vivace de la social-démocratie et du stalinisme dont l'horizon politique national, sinon nationaliste, constituait toujours le socle contre le marxisme internationaliste.

Les quelques rares allusions aux **États-Unis Socialistes d'Europe**, émises par certaines organisations d'origine trotskyste ne changent rien de ce tableau général. Car ces références fortuites sont complètement détachées de la réalité quotidienne, suspendues dans l'air et placées aussi loin dans le futur que le royaume des cieux de la religion.

Dans ces conditions la débâcle de la politique bourgeoise européenne provoque, à part la résurgence spectaculaire des organisations fascistes et semi-fascistes, l'émergence et la prolifération des formations

petite-bourgeoises en général. (Pour le moment, on laisse de côté l'analyse de l'avance considérable de l'UKIP en Grande-Bretagne et le parti populaire au Danemark, chacun arrivant à la première place ! S'ils militent ouvertement pour la remise en selle de la bourgeoisie, pour ce faire, ils utilisent pleinement les munitions fascistes contre les peuples appauvris et leurs immigrés, ainsi que pour la restauration de l'état national.)

En ce qui concerne l'avancée fasciste, il est significatif que les commentateurs bourgeois se reconforment volontiers de leur échec avec la consolation pitoyable que les fascistes n'arriveront pas à former un groupe homogène au parlement européen. Cet ergotage est lamentable en lui-même car, au lieu d'expliquer le débordement fasciste, il tente à le faire disparaître par un autre problème surgi, justement, en conséquence de leur développement.

Néanmoins, il est vrai qu'il y a des différences, voire des divergences notables entre eux. S'il est vrai qu'il est impossible d'identifier l'UKIP britannique de Nigel Farage avec l'Aube Dorée grecque calquée sur le parti nazi d'Hitler, ni même avec le F.N. français, cet UKIP, de même que le parti populaire danois puisent largement dans le même arsenal politique du fascisme. Leur nationalisme forcené et leur orientation nette vers le rétablissement de l'État national ferme, leur agressivité contre les travailleurs immigrés et les peuples des anciennes colonies et des États subalternes les rangent dans le même camp des semi-fascistes et les pousse de toute façon dans cette direction.

D'un autre côté, l'homogénéité ou la cohésion unitaire de tous les partis fascistes du passé est un mythe inventé par la bourgeoisie – et les stalinien. Les différences et les divergences sont bien connues, même entre Hitler et Mussolini, par exemple, y compris pendant leur guerre commune qui a pourtant favorisé leur nivellement. Pour ne rien dire de celles qui les distinguaient des partis de Franco (Espagne) et de Salazar (Portugal) et d'autres, ou des régimes de dictature militaire qui gravitaient pourtant dans la constellation d'Hitler.

C'est aussi le manque criant d'une véritable politique ouvrière qui favorise la floraison des organisations politiques simplement petite-bourgeoises qui s'y multiplient comme les champignons après la pluie. Elles se différencient également les unes des autres mais tout autrement que les organisations fascistes et semi-fascistes dont le soutien ouvert et résolu au capitalisme les unifie dans l'extrême-droite. Tandis qu'un clivage important divise les organisations petite-bourgeoises entre une majorité qui développe sa critique de la politique bourgeoise du côté gauche de l'échiquier politique et les autres qui tentent de maintenir une pseudo-indépendance. Ce qui les unifie, en dépit de leur diversité politique souvent très variée, c'est leur effort commun de camoufler la division en classes de la société. Elles les remplacent par de problèmes secondaires, parfois insolites, sur la base de leur identique farouche hostilité contre la conception de la lutte de classes et le marxisme en général.

Que ces organisations soient plus anciennes et plus grandes, telles que les écologistes, ou récemment formées et locales comme le « Podemos » espagnole, de droite ou de gauche, (leur examen peut attendre, même s'il est nécessaire). En revanche, il est devenu indispensable de réfléchir sérieusement sur quelques organisations – au moins en France – qui se présentent au nom des travailleurs.

Où se situent le Front de Gauche et ses partenaires européens ?

La coalition du Front de Gauche, avec son élan radical de gauche de grande envergure aux élections présidentielles qui depuis, a suscité beaucoup d'espoir, à juste titre. Il donnait une confiance à ce qu'un grand parti ouvrier authentique pourrait prendre la place des anciens partis social-démocrate et stalinien compromis et sombrés dans la collaboration de classe. Par voie de conséquence, il incarnait aussi la possibilité concrète de la renaissance et le développement d'un grand parti révolutionnaire exigé par la situation. Voilà pourquoi, malgré les résidus inévitables et tenaces de ses origines qui entachent son activité et freinent son développement, il fallait encourager et soutenir cette initiative. Il marquait et exprimait le renouveau possible du mouvement révolutionnaire face à la décadence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, et aussi, à l'impasse stérile des organisations diverses de référence trotskyste, (référence qui est estompée de plus en plus). Le fait que des mouvements plus ou moins identiques sont nés et se sont

développés en Grèce (Syriza) et en Allemagne (Die Linken) signalait non seulement la présence générale des conditions de leur naissance mais aussi la maturité de celle-ci en Europe.

Mais tout en soutenant le **Front de Gauche**, nous avons dû accentuer nos critiques concentrées sur le caractère négatif de sa ligne politique, à savoir réduite à la simple critique de la politique actuelle et singulièrement dépourvue d'un programme ouvrier opposé à la bourgeoisie. Après les élections municipales, notre journal « **Lutte des Classes** » écrivait que sans un tel programme ouvrier « ... le Front de Gauche est condamné à piétiner sur place, tandis que le Front National fera des avancées notables, y compris et surtout parmi les travailleurs. » (No. 22.) Un mois plus tard, juste avant les élections européennes, nous avons prévu dans ce même journal que « ... le verdict sans doute déplorable des urnes pourrait ébranler la vision centriste de ces organisations (membres du Front de Gauche) et déclencher un mouvement pour leur renouveau c'est un espoir à ne pas écarter. » (No.24.)

C'est pour dire que le résultat électoral désastreux du Front de Gauche a pleinement confirmé ces craintes et largement validé nos critiques. Les misérables 6,3 % des votes comparés aussi bien au score élevé obtenu aux élections présidentielles qu'à la situation désespérante d'aujourd'hui, marquent un déclin évident. Cette véritable dégringolade met en évidence qu'il y a un divorce, voire une opposition entre le programme et la politique du Front de Gauche, d'une part, et la dégradation continue de la situation des travailleurs, de l'autre. Mais malheureusement, les premières réactions à cette défaite retentissante sont pires que décevantes. Elles témoignent d'une surprise inattendue dont la grandeur n'égale que l'incompréhension face aux résultats maigrichons.

Au lendemain des élections, **J.-L. Mélenchon** a présenté le commentaire d'un chef vaincu, plaintif et larmoyant, devant les cadres de son parti et la presse. Il a plus ou moins répété son intervention dans la discussion de la veille, évoquée ci-dessus. Il était si abattu par le chagrin que c'est à grande peine qu'il refoulait ses larmes et à rapidement terminé son commentaire pour prévenir ses sanglots.

Cet aspect physique malaisé révélait déjà qu'un homme en plein désarroi se lamentait à la place d'un combattant réfléchissant sur les enseignements d'une défaite passagère. Or cette forme misérable de l'interprétation des résultats n'était que l'expression à tous point adéquate du contenu protestataire et récriminateur de ce commentaire. Face à l'avancée déferlante du Front National, il a perdu toute mesure en s'affligeant amèrement devant cette « fin de la civilisation ». (?) Exactement de la même façon excessive lorsque quelques jours auparavant, manquant de toute lucidité et débordant d'une confiance immodérée, il prévoyait la progression surprenante du Front de Gauche. (Hélas, ce jugement unilatéral et exagérée laissait sans réponse le phénomène des abstentions très élevée !)

Puisqu'il ne disait absolument rien sur une éventuelle erreur dans la ligne politique de sa propre organisation - une telle pensée semblait déplacée, voire sacrilège - il ne lui restait donc plus qu'à en chercher la responsabilité du côté de la situation et/ou des travailleurs. Le camarade Mélenchon s'abstenait de la formuler ouvertement. Mais à la fin de ses jérémiades, il ne se retenait pas de lancer un appel aux travailleurs pour qu'ils reprennent leurs esprits et reconnaissent le véritable sens de leurs intérêts. Ce qui est une forme à peine déguisée de les rendre responsable de cet échec.

Si en Grèce **Syriza** arrivait pourtant nettement en tête des élections avec 26,6 % des votes avec sensiblement la même politique, c'est uniquement grâce à la différence de la situation objective qui lui est plus favorable. La faillite historique du **Pasok** social-démocrate, déjà bien antérieure ainsi que l'alignement servile du parti bourgeois sur Bruxelles et sa troïka lui a ouvert un chemin plus large, et qui a été élargi encore plus par la politique ouvertement hitléro-fasciste de l'Aube dorée servant de repoussoir. Cependant, ces conditions plus avantageuses ne devraient pas faire oublier que Syriza était talonné de près par les conservateurs avec 23,1 % des votes, alors que le nombre des abstentions montait, là aussi, à plus de 40 % des électeurs !

Die Linken en Allemagne s'enlisaient aussi avec ses 6,5 % des votes, semblable à ceux du Front de Gauche, étant donné qu'un bon nombre des électeurs ne voyait pas une grande différence entre cette formation et le SPD dans « l'opposition ».

Quant à la candidature de Tsipras (Syriza), aux élections du nouveau président du commissariat européen à la place de Barroso, c'était une gesticulation carrément opportuniste. Par elle, ces partis ont justifié et légitimé cet instrument de la dictature bourgeoise pour imposer sa politique de talon de fer aux

travailleurs européens. La ligne politique de Tsipras, teintée d'un ressentiment antiallemand (c'est une telle animosité nationaliste qu'il oppose à la suprématie du capital allemand dans le dispositif de la bourgeoisie) dévoile clairement le contenu de cet opportunisme. Il indique qu'effectivement, il croyait – il croit toujours – pouvoir utiliser ces mêmes organes pourris et antidémocratiques pour une politique – en faveur des travailleurs. En l'occurrence, pour une *politique bourgeoise, mais sans austérité, un grand programme d'investissement un New Deal – dit-il-, et pleine de croissance*. Rien d'étonnant qu'après son échec prévisible, il préconise maintenant à la place de Barroso le luxembourgeois Juncker, ce grand ami fervent des gros banquiers, initiateur et chef des troïkas détestés ! Il n'y a qu'un seul mot pour qualifier cette pantalonade catastrophique : une régression !

La responsabilité de l'extrême-gauche traditionnelle

Le recul général de ces formations prometteuses, sauf Syriza en Grèce, où pour le moment, il reste en cours grâce à certains facteurs objectifs, est en symétrie complet avec la progression spectaculaire des extrême-droites. Or cette symétrie n'est pas une sorte de jeu de bascule neutre. La retraite pitoyable des premières a *directement conditionné* l'avance considérable des seconds. Mais où est passé l'extrême-gauche dite marxiste ?

Si l'on cherche, par exemple en France, les causes de l'incapacité de retrouver et de développer un véritable programme ouvrier – à l'échelle européenne également – une part importante de responsabilité en incombe sans aucun doute aux trois plus grandes organisations issues du trotskysme et se réclamant de cette tradition. Sans prétendre, bien entendu, à les caractériser ici d'une façon complète, quelques indications générales s'imposent relatives à cette responsabilité.

En premier lieu, en dépit d'une différence d'optique entre le **NPA** (A. Krivine, O. Besancenot), **Lutte Ouvrière** (anciennement A. Laguiller) et le **Parti Ouvrier Indépendant** lambertiste, due surtout à leur histoire respective, toutes ces organisations ont pris une position négative par rapport au Front de Gauche. Elles ont regardé ce nouveau venu avec beaucoup de méfiance et une certaine jalousie qui, figurez-vous, arrivait des milieux suspects de la social-démocratie et du stalinisme et, audace suprême, s'aventurait sur leur chasse gardée.

Dès le début, elles ont soigneusement évité de « se compromettre » du côté du PC et de ce nouveau parti de Mélenchon dans la coalition du Front de Gauche tenue en suspicion hostile. De plus, elles ont unanimement refusé la moindre coopération permanente de lutte, en somme un front unique, et même une alliance électorale avec ce pestiféré qui venait bousculer leur train-train quotidien.

En effet, suite à la dernière grande bataille de clarification dans les rangs de trotskystes en 1952-53, elles se sont installées commodément dans leur rôle spécial de révolutionnaire de service qu'elles pratiquaient selon un rituel qu'elles appelaient marxiste. En réalité, c'était – et elle reste – une profanation de la méthode marxiste, en tout point opposée à elle et qui, brièvement, consiste à vouloir séparer et figer, restreindre et coaguler les conditions de lutte, en particulier l'activité et la circonférence de l'organisation révolutionnaire.

Comment voulez-vous que ces organisations appliquent une politique de front unique ou entrent dans cette coalition du Front de Gauche ou, au moins nouent une alliance électorale avec celle-ci, alors que depuis plus de 60 ans (!), elles étaient virtuellement incapables d'établir une telle alliance entre elles-mêmes ?

Depuis la rupture de 1952/53, le fossé n'a pas cessé de s'élargir entre ces organisations dont chacune de son côté s'installait dans cette rupture de la IVème Internationale comme une fatalité éternelle où elle s'aménageait un coin spécial. Elles démontraient leur inaptitude totale de régler la reconstruction de l'Internationale en considérant les deux autres organisations comme des ennemis définitivement et totalement perdus pour ce processus de reconstruction. Faute de pouvoir résoudre ou même d'affronter le problème de fond de la rupture (à savoir celui de la reconstruction), la scission accentuait encore plus et dramatiquement la cause originelle de la séparation, notamment la révision pabliste. En systématisant celle-ci dans l'opportunisme généralisé par le « néo-capitalisme » de Mandel, pour se culminer finalement dans l'abandon furtif du marxisme. Mais cette acceptation résignée et consensuelle de la rupture a, d'autre part,

renforcé aussi le cloisonnement sectaire des anti-pablistes critiques, et figé leur enfermement stérile dans la tour d'ivoire de leurs vérités singulièrement dépourvues de toute perspective de solution.

D'où venait cette carence historique monumentale, dont l'effet se prolongeait pendant les décennies et transformait la rupture d'abord en une véritable dislocation de l'Internationale, puis aujourd'hui en ce vide abyssal où, à côté des propositions fausses, s'enfoncent aussi la réaction ?

Tout au long de leur histoire, les organisations trotskystes françaises (comme les autres) subissaient, avec plus ou moins d'intensité, l'influence des conceptions du stalinisme, souvent prépondérante et toujours corrosive. Même en présence de Trotsky, ce défaut permanent s'est considérablement aggravé par la composition petite-bourgeoise de l'organisation qui a été repoussée à la marge du mouvement ouvrier par les staliniens. Après l'assassinat de Trotsky, suivi par la déroute de l'immédiat après-guerre, puis par la rupture, les organisations rescapées se divisaient non pas entre les marxistes véritables et les autres mais conformément aux diverses versions stratégiques - mais également fausses - que les staliniens appliquaient au cours de leur histoire. Les diverses organisations trotskystes se sont opposées suivant soit l'orientation droitière du stalinisme, soit celle de l'ultra-gauchisme de la « troisième période ». Très souvent, elles mélangeaient l'opportunisme de l'une avec le sectarisme de l'autre.

Mais concernant la méthode de la lutte politique en général et de la construction du parti en particulier, les anciens pablistes du **NPA** actuel ainsi que les lambertistes du **parti Ouvrier Indépendant**, ou **Lutte Ouvrière** partageaient invariablement le même sectarisme outrancier. D'abord chacune à l'égard des autres tendances du « trotskysme », puis par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est de la même manière qu'elles voyaient aussi le Front de Gauche.

Naguère, Trotsky remarquait quelque part que les staliniens regardaient Rosa Luxemburg avec beaucoup de suspicion : incapables de décider si elle était une amie ou une ennemie. Alors le NPA d'origine pabliste voit le Front de Gauche exactement de la même façon dubitative (sans que cela transforme, bien sûr, ce dernier en une sorte de Rosa Luxemburg). Néanmoins, ces hésitations provoquaient déjà plusieurs scissions dans le NPA. D'abord, un groupe dirigé par Christian Picquet, puis un autre ensuite s'est détachés et rejoignaient le Front de Gauche. Cependant, ces ruptures n'ont pas conduit au réveil nécessaire de l'ensemble de l'organisation. Ainsi ces détachements scissionnistes conservaient leur caractère centriste et restaient inaptes à changer quoi que ce soit dans le Front de Gauche. Tandis que le NPA continue ses valse d'hésitation sans principe.

Quant à Lutte Ouvrière, elle suit imperturbablement son itinéraire solitaire, marqué dès son origine par son hostilité vis-à-vis de la proclamation de la IV^{ème} Internationale et par son confinement nationaliste. Elle persiste dans son isolement avec un sectarisme invétéré dont aussi bien le comportement que les arguments ressemblent étrangement à la politique ultragauche de la « troisième période » stalinienne. Fidèle à elle-même, cette organisation a rendu compte du dernier échec électoral du Front de Gauche de façon jubilatoire, comme si cet échec aurait justifié son hostilité à ce Front.

Si ce sectarisme de Lutte Ouvrière peut être considéré comme intégral, celui de l'organisation lambertiste est pour ainsi dire « tempéré » par son opportunisme spécial et occasionnel en comparaison avec celui du NPA plus généralisé. L'organisation lambertiste est sectaire par rapport au Front de Gauche et au syndicat CFDT ou même la CGT, mais platement opportuniste à l'égard de Force Ouvrière, son partenaire privilégié depuis la naissance de celle-ci. À côté de son opportunisme vis-à-vis de la social-démocratie, assimilée volontiers au mouvement ouvrier, l'autre talon d'Achille droitier de l'organisation lambertiste est son inclination à substituer la lutte pour la souveraineté nationale à la lutte de classes internationaliste.

C'est ainsi qu'en 2013, le congrès de leur « Internationale » (?) a subitement décidé de concentrer la mobilisation mondiale de ses militants pour la défense de – l'Algérie contre la menace imaginaire d'une intervention militaire des USA ! Évidemment, cette « menace » ne s'est pas réalisée, mais le détournement de l'attention des militants des problèmes de l'Europe, par exemple, a fort bien réussi.

C'est donc une conception sectaire intégrale ou occasionnelle à l'égard de toute autre organisation, comme le Front de Gauche – qu'elles affirment marxistes (?) - que dernièrement, elles se lançaient aussi, chacune de son côté seule et isolée, aux dernières élections européennes. De plus, et naturellement, sans un programme ouvrier européen clair et adapté aux problèmes concrets actuels. Et bien entendu, elles

récoltaient, chacune dans son coin, environ 1 % des votes, - pire que d'habitude, et le Front de Gauche s'est affaibli davantage.

Ces vues sectaires, avec leur corollaires opportunistes, sont les produits naturels d'une conception aristocratique du parti (leur parti !), séparé de l'ensemble du mouvement ouvrier comme un corps étanche et imperméable dont la construction se réduit à la sélection rigoureuse et individuelle des rares élus dans une élite séparée. Tout au long de l'histoire moderne, cette conception dont le caractère de secte détaché et éloigné des masses n'est conforme que, tout au plus, à la clandestinité mais néfaste pour la lutte politique ouverte, s'est opposée au marxisme et à son application. Mais depuis le **Manifeste du Parti communiste**, le marxisme a clairement établi que, contrairement au point de vue sectaire et élitiste, c'est *l'ensemble* du mouvement ouvrier, ses changements et ses modalités qui constituent aussi bien le terrain que l'ossature du parti révolutionnaire lui-même.

Le Manifeste a souligné sans équivoque que « *...les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* », et ils « *...n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.* » Ainsi ils « *...n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier* ». En conclusion, « *...les communistes appuient dans tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant* ». La lutte politique - et théorique - moyen nécessaire de clarification, se développe *dans ce cadre*, et non pas comme une sorte de préalable pour une sélection.

Or le stalinisme en URSS isolée et assiégé, en succombant à la pression du capital, pervertissait le marxisme, y compris l'héritage de Lénine. Il l'adaptait aux exigences de son pouvoir : conciliant à l'égard du capital et violemment opposé à l'ensemble du mouvement ouvrier. Privés de Trotsky, ses héritiers ont à leur tour succombé à ce « marxisme » dénaturée et corrompue.

Concrètement, chacune des formations « trotskystes » partage l'opinion qu'avec elle et par elle le parti révolutionnaire existe déjà, et sa construction se limite au renforcement linéaire et progressif de ses rangs par des adhésions individuelles successives. Avec un tel recrutement strictement individualiste - commune à toute association secrète mais étranger au marxisme - elles jettent l'anathème sur *toutes* les autres organisations dont ils identifient les membres avec leurs directions.

Le déclin certain de ces organisations, masqué et retardé par leur végétation prolongée ponctuée par les échecs électoraux successifs, devrait réveiller leurs militants pour l'étude sérieuse des expériences passées et récentes afin d'en tirer les conclusions nécessaires. D'autant plus que, depuis des longues décennies, les défaites et les reculs du mouvement ouvrier mondial, particulièrement aggravés par la liquidation de l'URSS ainsi que par la recomposition de la classe ouvrière ont profondément modifié les conditions de la reprise de lutte habituellement connus.

L'essentiel de ce changement négatif est la répudiation générale du marxisme et du socialisme, simultanée à l'effondrement de l'URSS et à son reniement. Comme cet état ouvrier a été associé au régime de la bureaucratie stalinienne, le marxisme à son tour a été identifié avec sa falsification faite par cette même bureaucratie. L'ensemble a été largement facilité par l'évolution concomitante et de la recomposition de la classe ouvrière, et de la progression des couches petite-bourgeoises intermédiaires. Le résultat ne s'est pas fait attendre. D'une part, en un rétrécissement et une ossification du marxisme vivant réduit au niveau de dogme des textes anciens. D'autre part, en une contradiction de plus en plus flagrante entre les grands mouvements de masse et leur misère théorique, voire l'absence totale de toute théorie. Dans ces conditions, l'apprentissage des masses en lutte, nécessite plus d'explications et de temps, et le développement d'une conscience de classe de leurs militants requiert beaucoup plus de patience.

Radotages basés sur des impressions qui remplacent la théorie

La caractéristique de toutes les organisations politiques qui, du côté de l'extrême-gauche se dressent contre la politique bourgeoise et son Europe, n'est donc malheureusement qu'une impuissance notoire. Leur défaillance face à une situation qui serait pourtant favorable à leur développement impose une critique sérieuse sur leur outillage théorique, fondement de cette impasse politique.

On a déjà rapidement entrevu que les organisations issues de la IV^{ème} Internationale disloquée et très souvent reniée, sont responsables même pour le piétinement sur place du Front de Gauche. Après une longue agonie, elles ont complètement perdu pied en s'administrant elles-mêmes un coup fatal par le reniement ou l'affaiblissement de leur boussole théorique, le Marxisme. Soit par son abandon sans façon, mais manifeste (NPA), soit par son ossification en le réduisant en une collection d'affirmations classiques (Lutte Ouvrière et les lambertistes).

Par conséquent, rien n'incite le Front de Gauche à perfectionner son armement théorique par l'acceptation et le développement du marxisme créateur. Il reste alors captif de considérations théoriques profondément erronées qu'il colporte comme ses tares de naissance issu de la social-démocratie et du stalinisme et qui l'attachent à l'ordre social et politique existant.

Pour une évaluation concrète de cette conception théorique du Front de Gauche la bonne approche est sans doute l'examen du dernier livre de l'économiste principal du Parti de Gauche.

Ce livre, « **Jacques Généreux** *explique l'économie à tout le monde* » a paru tout récemment (mai 2014) aux Editions : Seuil sur 331 pages. Il résume fort bien les divagations théoriques dans lesquelles le Front de Gauche s'est fourvoyé mais qui, à des degrés divers, affectent toutes les organisations d'extrême-gauche. Pour le moment, quelques réflexions suffisent pour en démontrer la fausseté.

Pour cet inspirateur économique du Front de Gauche, la période de l'après-guerre connue comme les « trente glorieuses » de l'économie « ... qui s'est maintenu jusqu'aux années 1970, n'a plus grand-chose à voir avec le capitalisme au sens strict ». (p. 41.) Parce que « ... les grands pays industriels se sont développés dans un nouveau système où les détenteurs des capitaux n'avaient plus la pleine liberté, ni les pouvoirs que celle-ci confère ». (p. 42.) Il est important de noter que pour lui, manifestement, ce « nouveau système » constitue le but à atteindre.

Afin d'étayer sa conclusion audacieuse et surprenante, il énumère quelques règles qui auraient limité la toute-puissance des capitaux mais se garde bien de nommer ce « nouveau système » qui aurait supplanté le capitalisme. D'ailleurs, cette prudence lui permettra de constater le retour en force de ce capitalisme à partir des années 1980, un retour lui aussi simplement grâce à quelques mesures contraires.

On ne s'étend pas sur cette façon extrêmement cavalière – pour ne pas dire plus – de traiter le changement de tout un mode de production, en principe (et en pratique historique) résultant de l'action de facteurs sociaux importants et accompagné par des bouleversements politiques. Il suffit de souligner que cette vue simpliste et grossière dévoile une ignorance totale aussi bien de la raison véritable de ces « trente glorieuses » ainsi que de l'histoire pleine de luttes sociales retentissantes de ces années-là. Or en réalité, il est facile de comprendre le mouvement historique des puissantes forces sociales et politiques dont l'interaction engendrait ces soi-disant « trente glorieuses ».

Pour juguler sa grave crise économique de 1929 et ses effets politiques insurmontables et prolongée, Le capitalisme n'avait pas trouvé d'autre solution que d'entrer en guerre, mais il est sorti de la guerre en 1944-45 encore plus épuisée et affaibli qu'au début de celle-ci.

Au cours de la guerre, le rapport de force entre lui et la classe ouvrière mondiale s'est fortement modifié en faveur de cette dernière. Dès le début de l'année 1943, la révolution prolétarienne s'étendait dans plusieurs pays européens et asiatiques, stimulée par l'offensive puissante de l'Armée Rouge de l'URSS.

Les régimes politiques bourgeois inféodés au fascisme ou tombés victimes par lui se sont effondrés les uns après les autres. La révolution était en marche, - mais ses ennemis se sont élevés dans ses propres rangs. C'est par-dessus tout, la collaboration de classe active des directions du mouvement ouvrier, surtout et en particulier des partis staliniens qui ont sauvé le système capitaliste de l'écroulement total. Une entreprise de sauvetage puissante préparée et orchestrée par la bureaucratie stalinienne de l'URSS, alliée résolue de la bourgeoisie « démocratique ».

Or, si cette sainte-alliance nouvelle mouture a effectivement étranglé la révolution qui échouait partout (sauf en Yougoslavie et en Chine où elle finissait en queue de poisson), elle a néanmoins laissé son empreinte profonde sur les régimes bourgeois renaissant de l'après-guerre. Autrement dit, les serviteurs fidèles de la bourgeoisie qui ont vendu la révolution pour un plat de lentille, devaient être rémunérés. Selon le rapport de force qui était nettement en faveur du prolétariat, il fallait donc payer ce plat de lentille.

Tel était le dispositif particulier de classe qui constituait la base des prétendus « trente glorieuses » dont la toile de fond était le passage ouvert et direct de la bureaucratie stalinienne et de ses agents dans leur ensemble à la contre-révolution active. Certes, ils ne faisaient pas ce service immense gratuitement et sans contrepartie, afin de pouvoir le justifier et de garder ainsi leur influence. L'importance des concessions accordées par la bourgeoisie mesurait, à son tour, la grandeur du danger qui menaçait le capitalisme. Elle démontre aussi la grande peur de la bourgeoisie qui, dans le souci de préserver son système, allait très loin dans ses compromis. Aussi loin que d'accorder des concessions qui altéraient son image ainsi que d'aménager les formes de sa domination. Elle a modifié sa figure, mais conservé son caractère : le loup capitaliste s'est mué en grand-mère affectuonnée qui gardait soigneusement ses crocs de carnassier.

Cette souplesse, cette capacité manœuvrière de la bourgeoisie pour garder son pouvoir a trompé beaucoup de monde. Tous ceux que l'on appelle « la gauche » sont tombés dans le panneau. Le chef idéologue du Parti de Gauche, l'économiste Jacques Généreux exprime cette méprise fondamentale et générale de la façon suivante : « Dans les années 1945-1975, bien des pays industriels ne sont déjà plus dans une véritable économie capitaliste. Ce qui a sauvé les pays industriels des dégâts provoqués par le capitalisme... est très précisément le fait qu'ils sont sortis du système capitaliste décrit par Marx. A ce capitalisme... ils ont substitué une économie mixte, très réglementée, dans laquelle les managers salariés et les fonctionnaires avaient plus de pouvoir que les capitalistes. » (Ibid. p. 43.)

Généreux y formule ouvertement ce que les gens de « gauche », ou même beaucoup de l'extrême-gauche pensent plus bas, sans oser de la proclamer aussi crûment. Cette manière de voir repose entièrement sur la ferme croyance que toute cette mutation bienheureuse venait de la bourgeoisie elle-même qui, en libre arbitre de ses actions, décidait de rendre le capitalisme plus supportable, comme le fruit de sa sagesse infinie et de sa miséricorde magnanime.

La lutte des classes, qui plus est, toute sorte de lutte est totalement escamotée de cette imagerie sociale régie par la compréhension et le discernement. La béquille théorique de cette conception se présente sous la forme de la fausse interprétation évidente du marxisme que Généreux assimile à quelques formules en négligeant l'essentiel. Elle se signale déjà par le seul fait que le mot de « classe » (sans parler de la lutte des classes) ne figure même pas dans son ouvrage de 331 pages !

La base de cette méprise, et plus concrètement, de la transmutation idyllique du capitalisme en un système réglementé et plus humain (mais non défini !) est donc visiblement une ignorance manifeste du capitalisme lui-même. Plus précisément, c'est une méconnaissance totale de sa nature et de son évolution historique (ou l'omission est volontaire !), ainsi que celle de leurs ressorts et de leur contenu. Encore plus concrètement, c'est le passage historique et définitif du capitalisme de sa phase ascendante, classique à celle de son déclin, à son agonie et sa signification multiforme qui manque de ce capitalisme immobile et figé. C'est un procédé bien connu, utilisé fréquemment par les pseudo-marxistes qui, en se référant à Marx, négligent délibérément le développement de sa théorie par Lénine et Trotsky. Par-là, ils dépouillent le marxisme justement de son âme en tant qu'une analyse de la réalité vivante en le pétrifiant dans les anciens textes immuables.

C'est aussi la méthode de Jacques Généreux qui, dans sa prétention d'exposer la conception marxiste, en ampute soigneusement la contribution de Lénine. Cette opération chirurgicale lui a permis de présenter le sauvetage du capital de son effondrement par des concessions (1945-75), comme une preuve de sa métamorphose en un ordre social supérieur.

Les anciens alchimistes avaient la même confiance aveugle en la faculté miraculeuse du vilain plomb terne de se transmuter en or noble et éclatant. Mais finalement la science devait apprendre qu'une telle transsubstantiation n'existe que dans la croyance religieuse mais point dans les éléments naturels, ni dans la réalité sociale.

Or, c'est exactement des spéculations de ce genre alchimiste qui prolifèrent dans le livre de Jacques Généreux sur la transfiguration souhaitable et possible de la vilaine société actuelle en une répétition des « trente glorieuses ». Elles remplacent toute réflexion sérieuse sur un programme découlant de la situation elle-même, car elles sont à tel point envahissantes qu'elles en chassent les dures réalités de nos quotidiens.

Mais essentiellement, cette spéculation débridée masque et occulte surtout la réalité des conditions historiques concrètes et particulières des « trente glorieuses ».

La première condition des concessions réellement importantes de ces années de l'après-guerre était la puissance effective de la classe ouvrière des pays industriels dont les mouvements révolutionnaires (et les révolutions en série) ont mis en danger mortel l'ordre capitaliste. Mais il fallait aussi que la bourgeoisie menacée, même affaiblie, soit capable d'offrir des concessions, bien que d'une façon aventurière et temporairement, en puisant encore plus dans ses propres réserves réduites. Finalement, il fallait également qu'à la tête de la classe ouvrière révolutionnaire se trouvent des directions dégénérées et corrompues prêtes à brader la révolution en échange de ces concessions tout en étant en position d'imposer cette forfaiture avec certains arguments.

Or aujourd'hui, *aucune* de ces conditions ne sont remplies, plus exactement, elles ont été radicalement changées. La puissante et vigoureuse classe ouvrière d'alors subissait des défaites cruciales successives, et ses reculs incessants se sont fondus en une retraite générale, désordonnée. De plus, elle a vu ses forces drastiquement diminuées, sa composition radicalement changée, et son mouvement n'est plus que l'ombre de celui du lendemain de la guerre. De plus, la bourgeoisie est devenue non seulement incapable d'offrir quoi que ce soit aux travailleurs mais son déclin aggravé la pousse à la destruction violente et autoritaire de toutes les réformes et concessions antérieures, facilitée par l'affaiblissement du mouvement ouvrier. Il faut ajouter que, suite à leur collaboration manifeste et brutale, les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier ont perdu leur ancienne position décisive dans la classe ouvrière. La défaite historique du stalinisme ainsi que le rôle avoué et cynique de la social-démocratie comme pilier direct de la bourgeoisie ont pratiquement mis fin à leur mainmise *organisationnelle* sur la classe ouvrière. (Même si l'influence de leurs conceptions continue à sévir et embrouille la conscience politique de la majorité des militants de gauche et d'extrême-gauche des travailleurs.)

Ainsi en va-t-il justement avec le Front et le Parti de Gauche dont l'un des dirigeants importants **Généreux** dans son livre non seulement déverse ses louanges à la collaboration de classe des « trente glorieuses », mais préconise la reprise de cette politique comme le programme juste et correct contre l'austérité dévastatrice. Mais nous venons de le voir que les conditions sociales et politiques bien précises, historiquement déterminées par des circonstances particulières dont la conjonction a donné naissance à cette forme spéciale de la collaboration de classe, ont définitivement disparu. Plus concrètement, le rapport de classe singulier d'alors, montrant une classe ouvrière en offensive contre la bourgeoisie contrainte à une retraite défensive, s'est transformé aujourd'hui en contraire.

Aujourd'hui c'est la bourgeoisie qui a repris l'initiative et développe son offensive générale et généralisée contre les travailleurs affaiblis et désarmés en détruisant leurs avantages acquis. Vouloir contraindre la bourgeoisie à des concessions importantes alors qu'elle développe son offensive contre la classe ouvrière en recul désordonné est, outre son caractère petit-bourgeois qui consiste à attendre l'aumône du seigneur, est en soi un terrible contresens qui confond des situations entièrement différentes.

Dans la politique concrète de tous les jours, cet embrouillamini apparaît inmanquablement comme une faute grave, illustré par l'ensemble du livre de Généreux. Le radotage infini sur le changement possible et souhaitable du capitalisme n'y permet même pas de mentionner l'offensive bourgeoise actuelle et réelle contre tous les acquis des travailleurs. Ainsi les problèmes fondamentaux d'aujourd'hui, tels que le chômage croissant, les dettes astronomiques insupportables, la diminution rapide des salaires en présence d'une montée des prix écrasants, de même que le démantèlement continu des droits et des avantages acquis – et j'en passe ! – sont complètement absents dans ce livre. Rien d'étonnant alors que l'on n'y trouve aucun programme susceptible de répondre à ces problèmes que les travailleurs affrontent tous les jours. Dans ces conditions, il ne reste qu'à attendre que la bourgeoisie trouve l'inspiration, éventuellement touchée par la grâce du saint esprit (comment autrement ?), pour transformer son offensive anti-ouvrière en une deuxième édition des « trente glorieuses ».

Il paraît proprement incroyable que des militants dotés de capacité de réflexion, de volonté de lutte et d'expériences solides soient victimes de pareilles sornettes. Pourtant ce sont de telles balivernes qui, dans le Front de Gauche et dans certaines autres organisations d'extrême-gauche, guident et orientent leurs luttes. Il y a donc une contradiction absolue entre leur engagement sincère pour changer le monde, d'un côté, et la

conception étriquée et rétrograde qui les maintiennent liés à ce monde. C'est pourquoi la tâche centrale consiste à supprimer cette contradiction par l'adoption d'une conception et une politique qui soient en accord complet avec la volonté réelle de changer le monde.

Pour un virage théorique et politique radical de l'extrême-gauche

La condition indispensable pour établir l'harmonie entre, d'une part, les vœux sincères ambitieux et, d'autre part, l'objectif limité de la lutte est l'indépendance théorique et politique par rapport au capitalisme, à son système et à sa classe bourgeoise. Car seule une telle indépendance peut permettre de définir la perspective concrète qui passe effectivement au-delà de ce système. Toute l'histoire passée et récente prouve que sans une telle indépendance, même la plus ferme résolution pour changer le capitalisme se réduit à son rafistolage, éphémère par principe.

Mais cette indépendance théorique et politique ne peut pas être le fruit d'une spéculation désincarnée ou d'un simple jeu d'esprit. Elle est enracinée dans la classe ouvrière dont l'existence et le sort sont liés à ceux du capital mais de façon profondément contradictoire, opposée à eux. D'où la liaison organique et indissoluble entre l'indépendance théorique et politique nécessaire vis-à-vis du capital et la lutte de la classe ouvrière.

Or, il n'y a que le marxisme qui exprime cette cohésion et donc formule l'indépendance de classe nécessaire de la pensée et de l'action. *Toutes* les autres théories sont attachées à ce système, ou retombent inévitablement dans ses ornières. C'est pour cette raison que seule cette théorie formule clairement que, au lieu de vouloir bricoler le système délabré et détraqué du capital, la tâche centrale et immédiate est son renversement et le passage au socialisme. En conclusion, la tâche historique du moment se réduit et se concentre en une reprise vigoureuse du Marxisme, et sa réaffirmation comme la théorie et le fil conducteur de l'activité politique de toutes les organisations qui luttent contre l'emprise du capital.

Cependant, depuis la vérification impitoyable et répétée des élections, le sort du **Front de Gauche**, comme celui de **Die Linken** en Allemagne sont largement compromis. Ces deux coalitions, en proie à leurs théories réformistes sont sérieusement menacées de disparition, ou d'un rabougrissement à l'insignifiance politique. (Syriza en Grèce bénéficie encore d'un répit, grâce à la situation particulière dans le pays.)

Le Front de Gauche, hélas, manque visiblement des ressources intérieures qui lui permettraient de réaliser, à lui seul, un véritable sursaut nécessaire d'un tournant vers le marxisme. L'attente d'une telle « révolution culturelle » de sa part est désormais inutile et néfaste. Au lieu d'un tel virage, il tente à éviter son triste sort par le recours encore plus affirmé au mélange bariolé et confus de bribes inconsistantes des recettes réformistes. La preuve en est sa dernière évolution politique.

Dans la structure du Front de Gauche le poids des formations qui le liaient au marxisme et au mouvement ouvrier, au moins formellement, diminuait sensiblement au bénéfice de celles qui venaient d'autres horizons. (Bien entendu, on ne parle pas ici du parti communiste qui, sans en dire un seul mot, a abandonné depuis longtemps même la caricature du marxisme qu'il professait.) Mais il s'agit de groupes détachés du **NPA** (Nouveau Parti Anticapitaliste), comme celui de Christian Picquet et d'autres qui ont perdu leur rôle et importance dans cette coalition, alors que le franchement petit-bourgeois groupe « **Ensemble** » de Clémentine Autain, un assemblage flou, obscur et indéterminé, passait au-devant. C'est assurément un glissement politique droitier du Front, en dépit du fait

Que les groupes venant du NPA se révélaient tout à fait inaptes d'inspirer le marxisme à quiconque. Fidèles à leur héritage pabliste, ils ont continué leur vieille politique d'adaptation : cette fois-ci non pas au stalinisme triomphant mais au réformisme ambiant du Front de Gauche. Néanmoins, la perte d'influence qu'ils ont subie relâchait encore plus les liens très ténus du Front de Gauche aux traditions marxistes.

Finalement, telle une personne menacée de noyade qui attrape un brin de paille pour se sauver, le **Front de Gauche** s'accroche encore plus aux écologistes et à leur doctrine pour « enrichir » son programme. Mais l'écologie (et l'ensemble de la politique des « Verts ») est une autre variante – différente du réformisme traditionnel connu – à savoir, d'affirmer qu'il est possible de guérir la société capitaliste, et donc de la conserver, par une politique et des mesures écologiques, et non pas sociales. En ceci elle est encore plus réactionnaire (si c'est possible) que le réformisme habituel : politiquement plus à droite et

mentalement plus inférieur. Car elle déserte carrément le terrain social concret pour situer sa lutte en dehors de cela, dans le rapport de l'homme (en général !) à la nature, - au plus grand bonheur des capitalistes !

En conformité avec cette évasion, elle tourne le dos au mouvement ouvrier, en particulier aux syndicats pour se placer au bon milieu de la petite-bourgeoisie citadine. Ensuite parce que, contrairement au réformisme connu, elle était (et reste !) absolument incapable de produire une perspective, une vision théorique générale. Elle est même dépourvue d'un programme politique cohérent en se contentant de critiques négatives et de la répétition de quelques mesures.

Or le Front de Gauche (plus concrètement, son moteur politique, le Parti de Gauche) se tournait encore plus vers ce succédané réactionnaire en décorant sa ligne politique chancelante par quelques fanfreluches écologiques. Il a baptisé cette incartade politique chamarrée en « éco-socialisme », - ce qui ne veut strictement rien dire. Par contre, il signifie très clairement que le Parti de Gauche (le Front de Gauche) au lieu de s'approcher du marxisme, s'en éloigne encore plus. Il y a deux conclusions d'importance capitale qui en découlent.

La première est que, malgré tout, le recul du Front de Gauche et son glissement vers sa droite ne peut pas servir d'alibi pour l'abandonner et lui tourner le dos. En dépit de ses imperfections qui accentuent davantage sa nature petite-bourgeoise et centriste, il reste la formation politique qui n'a pas renié son combat contre la politique bourgeoise. Il continue ainsi de renfermer la possibilité réelle de développer et d'améliorer ce combat ainsi que la lutte pour le marxisme. Il est par excellence le creuset naturel de ces batailles.

La deuxième conclusion est justement l'enseignement que l'initiative pour le renouveau du marxisme ne peut venir que de l'extérieur du Front de Gauche, notamment des organisations liées au marxisme et au mouvement ouvrier.

Cependant, nous avons vu que les trois formations politiques qui se réclament du marxisme sont incapables, en tant qu'organisations, de donner une telle impulsion. Leur marxisme, si toutefois elles s'en réclament encore n'est qu'une collection de références, livresques et formelles, aux textes antérieurs, détachés de la réalité actuelle. Leur politique menée parallèlement à ces références est en opposition flagrante à celles-ci. De ce point de vue elle est éloquente, aussi bien concernant l'Europe que le rapport aux autres organisations anti-bourgeoises.

Dans ces conditions l'élan ne pourrait venir que d'une (ou plusieurs ?) organisations qui, comme **l'Internationale Ouvrière pour la Reconstruction de la IVème Internationale** lutte ouvertement et publiquement pour le renouveau du marxisme et pour le socialisme débarrassé de ses scories staliniennes. Il va de soi qu'une telle lutte doit regrouper et unifier tous ceux qui, aussi bien dans les organisations séparées, veulent combattre ouvertement pour le marxisme authentique et le socialisme rénové.

Balazs Nagy

Lien : [WORKERS INTERNATIONAL](#)